



Date : Mardi 29 juin 2021

Lieu : Cité des Sciences et de l'Industrie - Salle L. Armand Est

## **Titre : Quelle mobilisation de la jeunesse sur les enjeux climat, en lien avec l'AICT ?**

---

### **Compte-rendu**

---

#### **Note de cadrage**

5 ans après l'accord de Paris, les jeunes sont aujourd'hui plus que jamais engagés dans la lutte contre le changement climatique. A mesure que les effets de ce changement s'intensifient, ce sont les différentes jeunessees qui en subissent les conséquences. Ce sont également ces mêmes jeunes que les collectivités mobilisent au travers de projets, notamment dans le cadre de leur action internationale. Qu'en est-il de ces projets en lien avec le climat ?

La coopération décentralisée, par son ancrage local de part et d'autre, doit jouer son rôle pour faire du climat une lutte de chaque instant autant qu'un laboratoire d'expérimentations partagées. Qui mieux que les jeunes citoyens pour porter cette volonté ? Impliquer ce public dans un projet de coopération – ou mieux : soutenir les initiatives de ce public pour concevoir les projets de coopération, permet d'en faire de véritables ambassadeurs à l'international mais également de dynamiser et de faire vivre les partenariats.

Partant de là, comment les collectivités parviennent-elles à mobiliser la jeunesse sur les enjeux climat ? Quelles sont les difficultés rencontrées et les barrières à lever pour mobiliser un tel public ? Quelles sont les bonnes pratiques à partager sur ces enjeux ?

Autant de questions que l'atelier vise à explorer et à partager, en donnant la parole aux porteurs de projets, aux jeunes et aux partenaires.

## Intervenants :

- Christine Moro – Ambassadeur, Déléguée à l'AICT
- Yann Delaunay – France Volontaires
- Flavie Boukhenoufa – Présidente du groupe jeunes de CUF (Rennes métropole)
- Dominique Ginouves – Marseille
- Anais Mesnil – Coordinatrice du projet « Place aux jeunes » (Association Engagé.e.s et Déterminé.e.s)
- Jules Obama – Génération Climat (Fondation Nicolas Hulot)
- Anaëlle Hoarau – VSI en mission à l'Ile Maurice en appui à la Commission de l'Océan Indien (COI)
- Abdoul Bachirou Rabo – Service civique international de réciprocité dans le cadre de la coopération Grenoble-Ouagadougou

## Introduction

Cette rencontre s'inscrit dans les travaux du groupe thématique jeunes de Cités Unies France qui avec l'aide de sa présidente Flavie Boukhenoufa s'est reconstitué en mars 2020 et réuni une cinquantaine de participants. Ce groupe s'est donné pour mission de penser l'action internationale des collectivités territoriales au service de la jeunesse et la politique jeunesse au service de l'action internationale de la collectivité. Son objectif est de toucher toutes les jeunes et particulièrement celles qui sont les plus éloignées de l'international mais aussi de favoriser une meilleure association des jeunes aux projets internationaux des collectivités. C'est pourquoi ces travaux concourent à mieux comprendre, mieux identifier et ainsi mieux impulser l'intérêt de l'international pour la jeunesse afin de former les citoyens davantage informés et disposant d'une meilleure compréhension du monde. Ce travail est également mené afin de faciliter la formation des jeunes et par là, leur autonomie et leur pouvoir d'agir.

L'atelier qui suit est conduit dans le cadre de la mission transversale climat de CUF, présidée par Léonore Mondcond'huy. Ces dernières années, la jeunesse s'est révélée très active et s'est mobilisée autour de la lutte contre le changement climatique. Les collectivités, les associations et l'État se sont largement associés à ce mouvement. A travers leurs témoignages, nos intervenants partageront leurs expériences, leurs réussites et les difficultés qu'ils rencontrent.

## Témoignages de collectivités impliquées

**Claire Guichard**, Adjointe au maire chargée du tourisme, des relations internationales et des affaires européennes à Issy-les-Moulineaux. Depuis de nombreuses années, la ville d'Issy-les-Moulineaux a croisé les questions de jeunesse et de climat à travers l'association qu'elle a créée et qu'elle finance : le CLAVIM. La ville et le CLAVIM envoient ainsi de jeunes à l'étranger via les dispositifs de services civiques. La ville mène également des ateliers climats auxquels elle associe les jeunes. De plus, elle réalise des voyages citoyens sur les thématiques environnementales (i.e. traitement des déchets à Saint-Pierre et Miquelon).

**Emmanuelle Breuil Salles**, directrice des relations internationales de la ville d'Issy-les-Moulineaux. Outre les dispositifs précédemment cités, la ville a signé un budget climat qui associe les jeunes sur la thématique du tourisme et du climat afin de mettre en place des parcours touristiques fondés sur la mobilité douce. Elle organise également des rallyes citoyens afin de sensibiliser les jeunes aux questions climatiques. Tous les dispositifs évoqués supposent de relever deux défis. D'une part, celui de la coopération des services jeunesse et environnement. D'autre part, celui de la communication auprès des jeunes afin de mieux se faire connaître.

**Dominique Ginouves**, chargée de Coopération "Méditerranée" Relations Internationales et Européennes de la ville de Marseille. La collectivité de Marseille développe de nombreuses coopérations destinées à la mobilité des jeunes en Méditerranée, en Afrique et en Europe. Pour ce faire, elle s'appuie sur les financements du Ministère à travers son appel à projet jeunesse. La collectivité a également développé des fiches de poste sur la transition écologique, l'éducation populaire ou encore le développement local. Dans le futur, la collectivité de Marseille souhaite inclure les jeunes au sein de la cité de la transition et les associer au Sommet des deux rives qui se tiendra en novembre 2021.

### Témoignages de jeunes en mobilité internationales

**Abdoul Bachirou Rabo** jeune burkinabé bénéficiaire d'un dispositif de service civique entre les villes de Grenoble, Ouagadougou et l'entreprise Schneider Electric. Il a été chargé de présenter, au sein de lycées français les modes de vie burkinabés et d'organiser voyages d'études autour des questions d'énergie entre lycéens français et burkinabés. Cette expérience lui a permis de participer à la déconstruction des préjugés. S'il a apprécié le dispositif de service civique, il déplore cependant un manque de reconnaissance des compétences acquises, suggère un meilleur accompagnement des jeunes dans leurs projets professionnels postérieurs, un renforcement de l'accompagnement administratif dans les pays d'accueil ainsi que la mise à disposition de logements collectifs.

**Anaëlle Hoarau**, ancienne volontaire de solidarité internationale au sein de la commission de l'Océan Indien. A l'issue de ses études, elle a choisi cette opportunité afin d'obtenir un premier emploi "aux missions passionnantes" à l'international tout en bénéficiant d'un suivi important de France volontaire. Cette expérience lui a permis de voyager et de développer de nouvelles compétences. Elle a pu par la suite devenir consultante freelance auprès de l'organisation.

### Témoignage d'associations

**Anaïs Mesnil**, Coordinatrice du projet « Place aux jeunes » de l'association Engagé·e·s et Déterminé·e·s (E&D). E&D est une association nationale de solidarité internationale et d'éducation populaire animant un réseau d'associations qui cherchent à mener des projets de solidarité internationale. Sa mission est de mettre en réseaux des associations, de les former au montage de projet de solidarité internationale de projet et de valoriser leurs initiatives. Anaïs Ménénil coordonne plus particulièrement le projet « place aux jeunes » mené avec 10 associations du réseau qui vise à renforcer la place des jeunes dans les projets de solidarité internationale. Cela passe par la formation, l'accompagnement, l'échange de pratiques et la réalisation d'un plaidoyer.

Le secteur associatif de la solidarité internationale, se trouve confronté à la question de la mobilisation et d'engagement des jeunes. Deux constats, l'engagement des jeunes existe déjà mais il ne se fait

pas au sein d'associations. En effet, leurs témoignages indiquent qu'ils rencontrent des difficultés à trouver leurs places au sein d'associations. Dès lors, se pose la question de l'accompagnement à mener : associer les jeunes, soutenir leurs projets ou bien les co-construire ?

En menant un projet de dialogue structuré E&D s'est également rendu compte que le travail des collectivités reste très obscur pour les jeunes. Il est donc important que les collectivités créent les conditions favorables à l'engagement des jeunes : par la communication, en menant une réflexion sur la création d'espace mobilisant leurs compétences mais aussi en accompagnant et finançant les jeunes dans leurs propres projets. A cet égard et afin que les CT puissent toucher davantage les jeunes les plus éloignés de l'action internationale, les collectivités et les associations de solidarité internationale devraient travailler en partenariat.

**Flavie Boukhenoufa**, adjointe à la Mairie de Rennes déléguée aux Relations internationales, aux Relations publiques, aux Cultes et à la Laïcité, à l'Odonymie et animatrice du débat. Le moyen privilégié de la coopération internationale des collectivités territoriales a longtemps été le comité de jumelages. Si certains comités continuent d'être dynamiques, certains le sont moins. Associer les jeunes pourrait être un moyen de les relancer.

**Jules Obama**, coordinateur du programme "Génération climat" lancé en 2016 par la fondation Nicolas Hulot. Il vise à faire des jeunes les acteurs de la lutte contre le changement climatique. Pour cela, le programme repose sur trois piliers. Le premier, "mobilisation sensibilisation et accompagnement à la montée des initiatives" est un programme mené avec 25 associations et destiné à favoriser l'action des jeunes en faveur du climat en s'appuyant sur les actions menées par les collectivités sur ces questions. Le deuxième pilier vise à soutenir les initiatives portées par la jeunesse grâce à des dispositifs de financement et d'accompagnement adaptés afin de mobiliser toutes les jeunes. Le troisième pilier est celui de la valorisation de l'engagement. Pour ce faire, Génération climat s'appuie sur les outils de France volontaire, ou encore de Cap solidaire. Le programme mise également sur un réseau d'ambassadeurs mobilisé lors d'actions de plaidoyer contre le changement climatique à l'échelle locale, nationale et internationale. Enfin, le programme va lancer une académie destinée à créer un espace de rencontre entre les jeunes et les professionnels afin de les inspirer et de leur fournir les outils de leurs engagements futurs.

## **Actions de l'Etat**

**Christine Moro**, Ambassadeur, Déléguée pour l'AICT. Les projets des collectivités territoriales et des associations permettant à la jeunesse d'agir à l'international. Les bénéficiaires sont nombreux, de l'inclusion sociale à insertion professionnelle en passant par le développement économique local ou encore l'implication durable des jeunes sur le territoire. Chaque année le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères met en place un appel à projet jeunesse. Il s'adresse aux collectivités territoriales mais aussi à de nombreux partenaires extérieurs, tels que France Volontaire, le Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation, l'Agence du service civique, etc. Trois volets sont à distinguer. Le premier, intitulé "jeunesse et volontariat" permet de financer des échanges de jeunes entre collectivités partenaires. Le deuxième volet, intitulé "éducation", est fondé sur l'appui à l'élaboration de politiques jeunesse. Le troisième volet concerne la formation professionnelle. En 2021, les

appels à projets ont réuni 18 candidats et couronnés 12 projets lauréats. Ce dispositif peut concerner tous types de projets et parmi ceux-ci des projets destinés à lutter contre le réchauffement climatique. À l'avenir, l'État espère amplifier l'envoi de jeunes à l'international. A cet égard, le Président a annoncé le 14 juillet 2020 vouloir doubler le nombre de services civiques dans les prochaines années. A cette volonté affirmée s'ajoute la loi sur le développement solidaire et la lutte contre l'inégalité mondiale qui va permettre d'ouvrir le volontariat international à la réciprocité. De son côté, le Ministère va poursuivre ses appels à projets et espère réunir davantage de candidatures et de lauréats. De plus, le Ministère et France Volontaires travaillent à la mise en action d'un nouveau dispositif destiné à aider les collectivités qui ne souhaitent pas développer de projets de coopération décentralisée à envoyer leurs jeunes à l'international. Enfin le Ministère soutient les jumelages car ils favorisent la confiance et l'adaptabilité à condition qu'ils reposent sur une véritable implication de la collectivité territoriale.

### **Témoignage de France Volontaires**

**Yann Delaunay**, président de France Volontaires. France Volontaires est la plateforme française des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité. Elle a envoyé 2000 Volontaires en Solidarité International en 2019 à l'étranger avec lesquels elle veille à co-construire un projet de long terme. En revanche, seul 251 jeunes ont été accueillis en réciprocité. Afin d'amplifier ces dispositifs de partenariats, France volontaire espère s'appuyer sur la nouvelle loi, sur le développement solidaire et la lutte contre l'inégalité mondiale qui consacre le volontariat international comme élément de l'aide publique au développement et ouvre le volontariat international à la réciprocité. A ce titre, France volontaire et le Ministère avec l'aide de ses partenaires espèrent développer un nouveau dispositif répondant aux attentes des collectivités.



De droite à Gauche : Jules Obama (Génération climat), Anaïs Ménil (Association Engagé·e·s et Déterminé·e·s), Yann Delaunay (France Volontaire) Flavie Boukhenoufa (Mairie de Rennes), Christine Moro (Ambassadeur, Déléguée à l'AICT)

Retrouvez le résumé de cette journée sur : <https://cites-unies-france.org/Succes-de-la-12e-edition-des-Rencontres-de-l-action-internationale-des>